Council of the European Union
General Secretariat

Brussels, 10 December 2025

Interinstitutional files:
2025/0359 (COD)
2025/0360 (COD)

WK 17004/2025 ADD 2

LIMITE

SIMPL
ANTICI
DATAPROTECT
CYBER
TELECOM
CODEC
PROCIV

This is a paper intended for a specific community of recipients. Handling and further distribution are under the sole responsibility of community members.

WORKING DOCUMENT

From:	General Secretariat of the Council
To:	Antici Group (Simplification)
Subject:	Omnibus VII (Digital Omnibus and Digital Omnibus on AI) - compiled comments (ddl 05/12)

Following the meeting of the AGS on 1 December on the Omnibus VII (Digital Omnibus and Digital Omnibus on AI), delegations will find comments as received from: FR and IT (second part).

FR Comments

Objet	Chapitres / Articles du Data Act	Questions pour la Commission européenne
Exceptions aux règles du Chapitre VI sur le changement des services cloud	Chapitre VI Article 31 Création d'un paragraphe 1.a	La Commission pourrait-elle préciser pourquoi l'exemption introduite vise uniquement les services de traitement de données relevant de l'article 30, paragraphe 1, et ne s'étend pas également aux services mentionnés aux paragraphes 2 et 3 de l'article 30, alors que ces services relèvent également du champ du chapitre VI du Data Act ? > Afin d'assurer une application harmonisée de cette notion, la Commission pourrait-elle indiquer si la qualification de service «*adapted by the provider to the specific needs of the customer* » doit se fonder exclusivement sur des adaptations réalisées par le fournisseur contractuel, ou si des personnalisations mises en œuvre par des prestataires tiers peuvent également être prises en considération ? > Compte tenu des implications de cette notion pour les opérateurs et les utilisateurs, il serait apprécié que la Commission précise si elle envisage de fournir des orientations supplémentaires concernant les critères permettant de qualifier un service de « custom-built » au sens du Data Act.
	Chapitre VI Article 31 Création d'un paragraphe 1.b	> La Commission pourrait-elle présenter les modalités de suivi qu'elle entend mettre en place pour évaluer l'impact des exemptions prévues pour les prestataires PME et small mid-caps au titre du chapitre VI du Data Act, notamment en ce qui concerne l'évolution des conditions concurrentielles sur les marchés du cloud et des services de traitement de données ? > En cas d'apparition d'effets de bord, la Commission prévoit-elle des mécanismes d'ajustement, de révision ou d'accompagnement afin de garantir la pleine réalisation des objectifs du Data Act ? > La Commission pourrait-elle expliciter de quelle manière elle entend garantir que les exemptions accordées aux PME et small mid-caps ne conduisent pas à une diminution du niveau de protection des utilisateurs, notamment en matière de transparence contractuelle et d'interopérabilité ?
	Autre interrogation / décorrélé des propositions de modifications de la COM.	> Afin de sécuriser l'interprétation du texte, la Commission pourrait-elle préciser si les obligations applicables aux services de traitement de données de type SaaS visent exclusivement les solutions proposées par des fournisseurs cloud ou edge, ou si elles s'étendent également à l'ensemble des prestataires de logiciels SaaS ?

Objet	Chapitres / Articles du Data Act	Questions pour la Commission européenne
Chapitre VII - Accès international illicite aux données à caractère non personnel et transfert international illicite de ces données par les autorités publiques Extension du périmètre de ce chapitre aux acteurs du DGA et aux organismes du secteur public mettant des données ou des documents à disposition, les utilisateurs personnes morales ou physiques, les organisations altruistes de données et les prestataires de services d'intermédiation de données.	Remplacement des 32.1 et 32.2 Cf. point 16 en page 29 de l'Omnibus	1) Est-il possible de clarifier cette extension ? 2) Plus généralement, quelle articulation de cet article avec NIS2 ?
Data Labs	Autre interrogation / décorrélé des propositions de modifications de la COM.	Concrètement, quel type d'entité pourra exercer cette mission, est-ce une forme de service « public » ou est-ce que des entreprises pourront offrir ce service ? Les data labs seront-ils circonscrits aux espaces européens communs de données, ou pourront-ils offrir leurs services aux dataspaces industriels et aux dataspaces opérés par des prestataires de services d'intermédiation de données ?
High value data sets	32u, 32v	S'agit-il de données de l'administration en open data uniquement ? L'accès sera-t-il facilité également pour les entreprises autres que les SMEs et start-up ?
Désignation des autorités compétentes au titre de la régulation du DGA et du Data Act	32b	Quel impact des nouvelles dispositions sur les autorités nationales déjà désignées ?
Impact de l'abrogation du DGA, Directive Open data		Quel impact du rapatriement des dispositions Open Data et DGA sur les travaux d'adaptation droit national des Etats membres ? La Commission a-t-elle analysé l'impact juridique du changement de la nature réglementaire des dispositions de la directive Open Data ? En effet, elles ont déjà été transposées en droit national par les Etats membres. Leur reprise dans un règlement est susceptible d'entraîner des doublons voire des contradictions.
PSID : (i) Conversion du régime obligatoire d'enregistrement des PSID en régime facultatif (ii) Remplacement de l'obligation de créer un service juridiquement séparé par une obligation de garder les services séparés (iii) Réduction de 15 à 5 conditions pour devenir PSID Altruisme des données : (iv) Suppression des obligations de rapport et de transparence (v) Suppression de l'idée de créer des règles complémentaires	Chapitre VIIa Data intermediation services and data altruism organisation article 32e	Le statut de prestataires de « services d'intermédiations de données » (DIS), opérés par des organismes tenus à des obligations de neutralité, de transparence et d'intégrité, a été créé pour inciter au partage des données du secteur privé. Comment l'enregistrement volontaire garantira-t-il le rôle incitatif des DIS pour le partage des données industrielles et le développement d'un marché des DIS ? Le changement de système d'enregistrement (de obligatoire à facultatif) ne risque-t-il pas de compromettre les objectifs poursuivis lors de la création du statut d'intermédiaire de données ?

Objet	Chapitres / Articles du Data Act	Questions pour la Commission européenne
(i) Integration de la règle (initialement posée par le règlement de 2018 sur la libre circulation des donnnées à caractère non personnel) interdisant d'exiger l'hébergement des données non personnelles dans l'UE. (ii) Suppression des guichets uniques nationaux permettant aux EM de publier les exigences en vigueur relatives à la localisation des données	Chapitre VIIb	Sur la règle interdisant d'exiger l'hébergement des données non personnelles dans l'UE, la Commission peut-elle confirmer qu'elle ne s'applique pas aux données sensibles susceptibles de menacer la sécurité publique, l'ordre public, la santé ou la propriété intellectuelle ?
Rapatriement des dispositions du DGA relatives à la réutilisation des données protégées détenues par le secteur public : (i) redevances (ii) non discrimination des ré-utilisateurs de données publiques open data ou de données protégées détenues par les admin°		Sur les redevances : Quel impact sur la mise en œuvre du règlement EEDS Espace européen des données de santé (déclinaison sectorielle du DGA pour les données de santé) dans les Etats membres ?
Règles relatives au European Data Innovation Board (EDIB) - Comité européen de l'innovation dans le domaine des données (i) la Commission européenne pourra modifier ses statuts (ii) la composition de l'EDIB est ouverte aux représentatnt des Etats membres		Clarifier le périmètre des compétences de l'EDIB au titre notamment des chapitres VI et VIII (nous comprenons que l'EDIB n'aura pas compétence sur ces chapitres du Data Act), et du chapitre VIIc.
Article 10 sur l'organe de règlement des litiges	Article 10	Est-il envisageable de simplifier l'obligation posée par le §5 de l'article 10 du Data Act, relative à la certification des organes de règlement des litiges n'est-elle pas simplifiée ? Une suppression du caractère obligatoire de la certification est-elle envisageable ?

IT comments on GDPR
As per usual disclaimer, they have been translated with AI for the sake of speed.

Digital Omnibus Proposal COM (2025) 837 final

Below are some of the main critical issues in the text, considered **on a preliminary basis**, given the particularly tight deadline for submitting comments, also in light of initial discussions among European data protection authorities within the EDPB.

In general, it should be noted that **some of the proposed amendments have a substantial impact on** fundamental **principles** and categories of personal data protection law.

These provisions require careful assessment of **their impact on the entire data protection framework**. It is necessary to preserve the systematic structure of the GDPR, avoiding measures which, although aimed at simplifying the legislation, are likely to generate uncertainty in interpretation or differences in application between Member States, as well as affecting the regulatory framework protecting the fundamental rights of data subjects.

Subject to further and more detailed comments to be submitted as negotiations progress, the following points are raised in particular:

- the **proposed changes to the concept of 'personal** data' are likely to have an impact on the entire discipline, starting with its scope of application.
  Firstly, the addition proposed in Article 4(1) of the GDPR does not appear to be fully in line with the case law of the Court of Justice (see, *among others*, OC v Commission, C-479/22 P; Scania, C-319/22; Breyer, C-582/14) and provides a partial reading of the SRB judgment (C-413/23 P, paras. 84-85) on which the Commission appears to base the amendment. Furthermore, the 'subjective' approach underlying the definition of personal data would create serious
  legal uncertainty, starting with the identification of data controllers and the allocation of responsibilities with joint controllers and processors and, subsequently, in the fulfilment of their obligations. In this regard, consideration should also be given to the implications for the application of Chapter V of the GDPR on data transfers to third countries by exporters who, in light of the proposed new definition, would not be processing personal data because they do not directly possess the means to re-identify the data subject, even though the importer in the third country possesses such means.
  Added to this is the impact on the exercise of the rights of data subjects, which would be compromised by the controller's assessment of the processing of personal data, as well as the effects on the scope of competence of supervisory authorities, with the risk of creating 'free zones' and substantially undermining the GDPR for certain sectors.
  Finally, the related proposal to insert a new Article 41(a) to the GDPR, which provides for the possibility for the Commission to adopt implementing acts, with a purely advisory role for the EDPB, to define the means and criteria for determining which pseudonymised data constitute personal data, not only conflicting with the legal framework on identification and pseudonymisation provided for in the GDPR (see Articles 11, 25, 32), and the principles expressed in European case law, but also affecting the independence of data protection authorities in the application of the relevant rules.

- **The processing of special categories of data** entails risks to the rights of data subjects, including discrimination, which require enhanced protection and the utmost caution in providing for derogations that could weaken such protection. Although it is understandable, also taking into account the experience gained in recent years, to allow some additional scope beyond the current derogations provided for in Article 9.2 of the GDPR in order to facilitate, in some cases, the processing of so-called 'sensitive data', it is necessary to avoid provision for excessively broad and generic exemptions, which could include any type and purpose of processing – in this case within the scope of AI systems – concerning special categories of data (Article 3(3)(a) and (b) of the Proposal). The introduction of new elements (e.g. whether or not the controller has managed to avoid the processing of sensitive data through specific measures, or whether their removal involves 'disproportionate effort' for the controller) that risk making the application of enhanced protection for these categories of data uncertain should also be assessed with the utmost caution.

- It is necessary to ensure that any changes to **the legal bases** (e.g. for processing related to the development of AI) do not result in a lowering of the protections afforded to data subjects, especially in the case of large-scale processing or special categories of data.

  From this point of view, while the intention of the new Article 88c) GDPR added by Article 3(15) of the Proposal, which provides for legitimate interest as the legal basis for the development and operation of AI systems, it should be remembered that the codification of this legal basis may distort the flexible nature of this *legal basis* (based on the careful balancing of interests at stake as provided for in Article 6.1.f) GDPR) and the technologically neutral approach of the GDPR.

- The proposed amendments to Article 22(1) and (2) of the GDPR (Article 3(7) of the Proposal) reverse the **perspective of the GDPR on automated decisions.** While Article 22.1 provides for the right of the data subject not to be subject to automated decisions that produce legal effects concerning him or her or similarly significantly affect him or her, the proposal instead formulates in positive terms the conditions under which such decisions may be legitimately taken.
  Given the central importance of such a rule in an increasingly automated environment, it seems appropriate to avoid introducing changes that weaken this right by affecting the data subject's ability to object to decisions that affect them, often through complex and non-transparent mechanisms. The introduction of the reference in Article 22(1)(a) to the phrase *'regardless of whether the decision could be taken otherwise than by solely automated* means' also raises concerns, as it appears to modify the notion of 'necessity' of the decision for the conclusion or performance of a contract between the data subject and a data controller, as interpreted restrictively by the EDPB.

- Finally, **the restrictions introduced by the proposal on the exercise of** the data subject's **right of access** in cases of abuse of rights and **on the obligation to inform** the data subject in relation to activities *'that are not data-intensive'* risk significantly affecting the rights of the data subject and may not be fully in line with Article 8 of the Charter of Fundamental Rights:
  - the first (Article 3(4) of the proposal), given that the Charter recognises the right of access as a fundamental right and does not require the data subject to justify their requests in this regard;

- the second (Article 3(5) of the proposal), given that processing activities involving a small amount of data are not necessarily less intrusive or prejudicial to the data subject.

Further critical issues arise in relation to the amendments to **Article 5(3) of the e-Privacy Directive** and, in particular, to the new exceptions to the consent requirement for the storage of personal data or access to personal data already stored in the data subject's terminal equipment (Article 88a of the proposal) due to the excessive vagueness of the relevant wording.